



A.C.C.E.N.T.S DES ETATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ETATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-11 du 27 mai 2022

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Le Président Biden lance officiellement le cadre économique pour l'indopacifique (IPEF)
2. Une délégation bipartisane d'élus américains se déplace en Europe

Climat – énergie – environnement

3. Le régulateur de l'énergie autorise de nouveaux gazoducs visant à renforcer les capacités d'export de GNL
4. L'administration organise la vente de 180 millions de barils de pétrole de la réserve stratégique, comme annoncé le 31 mars par Biden

Transport et infrastructure

5. Le Département des Transports diffère de 180 jours l'entrée en vigueur de certaines nouvelles dispositions "Buy America" prévues dans le BIL

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. Le développement rural reste plus que jamais un axe prioritaire de la politique de l'USDA

Numérique et innovation

7. Introduction du Competition and Transparency in Digital Advertising Act au Congrès
8. Procès du procureur général de Washington DC contre Mark Zuckerberg
9. Les législateurs californiens appelés à se prononcer sur la responsabilité des plateformes numériques face à l'addiction des enfants

Santé

10. Le Senat propose un projet de loi pour encadrer l'activité des Pharmaceutical Benefits Managers

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Président Biden lance officiellement le cadre économique pour l'Indo-Pacifique (IPEF)

A l'occasion de son déplacement en Asie, le Président a [lancé](#) le 23 mai les négociations en vue de la création d'un cadre économique pour l'Indo-Pacifique (ou IPEF, *Indo-Pacific Economic Framework*). L'annonce s'est faite en présence de Katherine Tai, Représentante au Commerce, et de Gina Raimondo, Secrétaire au Commerce qui seront en charge des négociations côté américain. L'IPEF serait construit autour de quatre piliers: (1) commerce (piloté par l'USTR) ; et (2) résilience des chaînes de valeur, (3) énergies propres, décarbonation et infrastructure et (4) fiscalité et anticorruption (pilotés par le DoC).

Douze pays feront partie des discussions en plus des Etats-Unis : l'Australie, Brunei, la Corée du Sud, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam. Taïwan n'en fait pas partie à ce stade malgré l'appel en ce sens de membres du Congrès en [mars](#) et en [mai](#) et l'annonce du Secrétaire d'Etat Blinken fin avril que les Etats-Unis ne « fermaient pas la porte » à une participation de Taïwan. Le communiqué invite par ailleurs les autres pays « *partageant nos objectifs, nos intérêts et nos ambitions pour la région* » à rejoindre l'IPEF.

Les objectifs de l'IPEF sont rappelés: faire progresser la résilience, la durabilité, l'inclusivité, la croissance économique, l'équité et la compétitivité des économies participantes. Ces objectifs sont [développés](#) par piliers également. L'administration n'a pas officiellement communiqué sur le calendrier

des discussions mais elle souhaiterait, selon la [presse](#), conclure ces négociations d'ici 12 à 18 mois.

2. Une délégation bipartisane d'élus américains se déplace en Europe

Une délégation bipartisane d'élus américains, menée par le président démocrate de la Commission des voies et moyens de la Chambre, Richard Neal, s'est déplacée en Europe du 21 au 23 mai pour rencontrer des représentants européens, britanniques et irlandais. Cette visite intervient alors que le gouvernement britannique prévoit de soumettre un projet de loi visant à modifier certaines dispositions du protocole nord-irlandais et que les Etats-Unis s'opposent à toute action qui pourrait venir fragiliser l'accord du Vendredi saint. Lors de leur [échange](#) avec les vice-président et vice-président exécutif de la Commission européenne, Maroš Šefčovič et Valdis Dombrovskis, les membres du Congrès ont notamment souligné la nécessité de travailler conjointement pour lutter contre les pratiques déloyales des économies non marchandes et l'importance d'une réforme substantielle de l'OMC.

Ils ont également réitéré leur soutien à l'Union européenne et au Royaume-Uni afin d'assurer la bonne mise en œuvre du protocole nord-irlandais et de protéger l'accord du Vendredi saint. Ce sujet a également [évoqué](#) lors de leur rencontre à Londres avec la Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Liz Truss et la Secrétaire d'Etat au Commerce Anne-Marie Trevelyan.

Climat- Energie - Environnement

3. Le régulateur de l'énergie autorise de nouveaux gazoducs visant à renforcer les capacités d'export de GNL

Trois nouveaux projets de pipelines de gaz naturel ont été [approuvés par le régulateur de l'énergie](#) lors de ce 1er trimestre. Ils assureront l'acheminement de gaz jusqu'à des sites de liquéfaction permettant son exportation sous forme de GNL. Deux de ces sites de liquéfaction sont situés en Louisiane : l'un est actuellement opérationnel et l'autre le serait à partir de 2023. Le troisième projet traversera la frontière mexico-américaine pour approvisionner le futur site d'export mexicain de GNL de l'entreprise canadienne TC Energy.

Ces trois projets représentent une hausse trimestrielle inhabituellement faible des nouvelles capacités du réseau gazier américain. Néanmoins ils se concentrent sur le renforcement de l'approvisionnement des sites de liquéfaction, permettant l'accroissement des livraisons de GNL. Les capacités américaines d'export de GNL [augmenteront de 20%](#) d'ici la fin 2022 comparé à mi-2021, puis de 40% lorsque le terminal d'export de GNL *Golden Pass* commencera son activité en 2024.

4. L'administration organise la vente de 180 millions de barils de pétrole de la réserve stratégique, comme annoncé le 31 mars par Biden

Les Etats-Unis ont vendu 50 millions de barils de leur réserve stratégique en novembre 2021 et avaient annoncé début mars la vente de 30 autres millions afin de contenir les prix.

Joe Biden a ensuite annoncé fin mars [la vente quotidienne de 1 million de barils de pétrole de la réserve stratégique](#) sur une période allant de mai à octobre 2022, soit 180 millions de barils sur 6 mois. Le *Department of Energy* met en œuvre cette politique de soutien à l'offre de pétrole. La 1^{ère} phase de la vente consiste en l'écoulement de 90 millions de barils entre mai et mi-août. Sur ces 90 millions, 20 millions de barils correspondent à l'annonce de début mars et 30 autres millions ont été mis en vente début avril. Le *Department of Energy* met maintenant [en vente les 40 millions restants de la 1^{ère} phase](#), en précisant les conditions de cette vente : les barils seront livrés entre début juillet et fin août. La 2^{ème} phase consistera en la vente de 90 millions de barils entre mi-août et octobre.

Brèves

- Le déplacement de Joe Biden au Japon a été l'occasion pour les deux pays de [réaffirmer leur partenariat](#) en termes de [production d'énergie](#)

[décarbonée](#). Celui couvre le développement de petits réacteurs modulaires (SMR), notamment dans des pays en voie de développement, ainsi que la sécurisation de l'approvisionnement en métaux critiques nécessaires à la transition énergétique.

- Les Etats-Unis ont réaffirmé leur coopération avec [l'Union Européenne](#) (le 24 mai) et [le Royaume-Uni](#) (le 19 mai) au travers de deux communiqués conjoints. Le soutien à l'UE consiste principalement en un accroissement des livraisons de gaz afin de réduire les importations d'énergies fossiles russes. La coalition anglo-américaine travaille davantage sur des sujets de long-terme : développement de l'éolien off-shore, soutien au nucléaire civil et sécurisation de l'approvisionnement en métaux critiques.
- La politique nucléaire californienne est en proie à une réelle inflexion, en témoigne la volonté, affichée par le Gouverneur [Newsom](#), de voir les réacteurs de la centrale de Diablo Canyon fonctionner plus longtemps que prévu. L'urgence de délivrer de l'électricité ainsi que la lutte contre le changement climatique semble avoir pris le dessus sur le risque radioactif, alors qu'une [étude](#) co-dirigée par le MIT et Stanford soulignait déjà les bénéfices d'une utilisation prolongée de la centrale jusqu'en 2035 (il est aujourd'hui prévu qu'elle ferme en 2025).

Transport et Infrastructure

5. Le Département des Transports diffère de 180 jours l'entrée en vigueur de certaines nouvelles dispositions "Buy America" prévues dans le BIL

Le 19 mai, le département des Transports américains (US DOT) [a annoncé](#) la mise en place d'une dérogation temporaire d'intérêt public (*public interest waiver*) concernant certaines exigences renforcées de production d'origine américaine inscrites dans la section *Build America, Buy America* de la loi fédérale de financement des infrastructures (*Bipartisan Infrastructure Law, BIL*) adoptée en novembre dernier. Alors que le BIL prévoyait que ces dispositions s'appliquent à l'ensemble du fer, de l'acier, des produits manufacturés et des matériaux de construction utilisés dans le cadre de projets se voyant attribuer des financements fédéraux à partir du 14 mai de cette année, la dérogation émise par le DOT repousse cette échéance de 180 jours, au 10 novembre, et uniquement en ce qui concerne les matériaux de construction.

L'US DOT indique dans son communiqué que sa décision de dérogation temporaire s'appuie sur les retours d'une consultation publique menée entre le 28 avril et le 13 mai, au cours de laquelle plusieurs parties prenantes privées et publiques, dont certains Etats fédérés, ont fait état de difficultés prévisibles dans la mise en œuvre de ces nouvelles règles *Buy America*, notamment du fait des délais insuffisants pour adapter les procédures actuelles de certification devant permettre de démontrer la conformité des matériaux concernés.

L'US DOT souligne en outre que la mise en place de cette dérogation décidée au motif de l'intérêt public ne signifie pas que les matériaux de construction visés ne seraient pas produits aux Etats-Unis en quantité suffisante ou raisonnablement suffisante, ou avec une qualité satisfaisante, précisant que de tels constats relèveraient sur le plan juridique de motifs distincts de dérogation.

Brèves

- Le Secrétaire aux Transports Pete Buttigieg [a rencontré](#) son homologue canadien Omar Alghabra, en visite à Washington le 24 mai. L'entretien a porté principalement sur le renforcement des chaînes d'approvisionnement et les enjeux climatiques et a permis d'évoquer plusieurs projets conjoints, tels que la création de corridors transfrontaliers pour les véhicules à carburant alternatifs et la création d'un groupe de travail sur les véhicules zéro émission.
- Le Président Joe Biden, lors de son récent déplacement en Corée du Sud, [s'est félicité](#) d'un investissement conséquent de 10 Md USD annoncé par Hyundai aux Etats-Unis. L'entreprise coréenne prévoit notamment

5,5 Md USD pour financer la construction dès janvier 2023 d'une nouvelle usine de production de véhicules et batteries électriques à Savannah, en Géorgie, dont le fonctionnement devrait créer 8000 emplois locaux en 2025.

- Les groupes Stellantis et Samsung [ont annoncé](#) le 24 mai un investissement conjoint de 2,5 Md USD pour l'implantation d'une nouvelle usine de fabrication batteries électriques Lithium-ion à Kokomo, dans l'Indiana. L'installation, qui représentera 1400 emplois, devrait entrer en production en 2025 avec l'objectif de passer d'une capacité annuelle initiale de 23 GWh à une capacité de 33 GWh au cours des années suivantes.

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. Le développement rural reste plus que jamais un axe prioritaire de la politique de l'USDA

Tom Vilsack [a annoncé, le 24 mai](#), que son ministère allait consacrer 770 M\$, principalement sous la forme de prêts garantis, pour aider à créer de nouvelles et meilleures opportunités de marché pour les entreprises, les coopératives et les populations rurales dans 36 Etats et à Porto Rico. Cette annonce s'inscrit dans sa volonté politique, affichée depuis sa prise de fonctions, d'accorder une attention toute particulière au développement des territoires ruraux américains qui se sont appauvris, voire désertifiés, et ont pris du retard dans leur développement et leur modernisation tant en termes économiques que dans l'offre de services publics aux habitants : centres médicaux et écoles notamment. Ces financements vont accompagner plus de 120 projets visant à maintenir et conforter un tissu économique le plus diversifié

possible dans les zones rurales. Ces projets seront administrés par trois programmes gérés par l'USDA: le [Business and Industry \(B&I\) Loan Guarantee Program](#), le [Rural Economic Development Loan and Grant Program](#) et le [Rural Microentrepreneur Assistance Program](#).

L'objectif des financements annoncés est d'une part d'aider les entreprises déjà présentes à développer leurs activités, à trouver de nouveaux marchés pour leur production et donc à embaucher davantage et, d'autre part, à développer de nouvelles activités en fournissant une assistance technique aux micro entrepreneurs pour les aider à accéder à des financements et à recevoir des conseils en matière de gestion comptable et financière. Enfin, une partie des prêts, mais surtout des subventions budgétées, seront destinés à améliorer et rénover les infrastructures qui permettent de fixer les populations en zone rurale, notamment dans les domaines de l'offre de soins et des réseaux d'approvisionnement en électricité.

Numerique et Innovation

7. Introduction du Competition and Transparency in Digital Advertising Act au Congrès

Le 19 mai, le [Competition and Transparency in Digital Advertising Act](#) (« CDTA ») a été introduit sur une base bipartisanne dans les deux chambres du Congrès. Ce projet de loi vise à rétablir et protéger la concurrence sur le marché de la publicité en ligne de deux manières. Premièrement, en interdisant aux grandes entreprises de publicité numérique de

posséder plus d'une partie de l'écosystème de la publicité numérique si elles traitent plus de 20 milliards de dollars de transactions publicitaires numériques. Par exemple, les entreprises opérant un échange d'annonces publicitaires (marchés aux enchères qui mettent, en temps réel, en relation plusieurs acheteurs et plusieurs vendeurs d'espaces publicitaires en ligne) ne seraient plus autorisées à posséder de plateforme côté offre (logiciel permettant d'amener les espaces publicitaires en ligne sur l'échange publicitaire) ou côté demande

(logiciel permettant d'acheter les espaces publicitaires sur l'échange publicitaire). Deuxièmement, le CTDA exige que les entreprises de publicité numérique qui traitent plus de 5 milliards de dollars en transactions publicitaires numériques respectent plusieurs obligations pour protéger leurs clients et leurs concurrents, en fournissant notamment un accès équitable à tous les clients en ce qui concerne les performances et les informations relatives aux transactions, aux processus d'échange et aux fonctionnalités. La CTDA serait appliquée par le ministère de la Justice et les procureurs généraux des États. Il comprend également un droit d'action privé pour les violations des obligations par des entreprises dépassant le seuil de 20 milliards de dollars. S'il était promulgué, ce projet de loi obligerait très probablement Google et Facebook à céder une part importante de leurs activités publicitaires.

8. Plainte du procureur général de Washington DC contre Mark Zuckerberg

Le 23 mai, le procureur général de Washington DC, Karl A. Racine, a déposé une [plainte](#) devant la cour de première instance de DC contre Mark Zuckerberg, pour avoir contribué directement, en vertu de son rôle de président du conseil d'administration de Facebook contrôlant 60 % des actions à droit de vote de l'entreprise, aux prises de décisions majeures qui ont mené à la mise en œuvre d'accords de confidentialité trompeurs. Ceux-ci auraient donné de fausses informations aux utilisateurs quant à la protection de la confidentialité de leurs données personnelles, et ainsi permis à des tiers, tels que la société de conseil politique Cambridge Analytica, de collecter des données personnelles de 87 millions d'Américains, dont plus de la moitié des résidents de DC, et d'utiliser ces données pour manipuler les élections de 2016. Cette action fait suite à l'examen par le procureur de centaines de milliers de pages de documents produits dans le cadre d'un procès en cours intenté en décembre 2018 contre Facebook. En vertu de la loi de DC sur la protection des consommateurs, les personnes sont responsables des actions d'une entreprise si ces personnes étaient au courant, contrôlaient ou n'ont pas arrêté les actions illégales de l'entreprise.

9. Les législateurs californiens appelés à se prononcer sur la responsabilité des plateformes numériques face à l'addiction des enfants.

En début de semaine, l'assemblée californienne a adopté un projet de loi ([AB-2408](#)) visant à responsabiliser les plateformes face à l'addiction

numérique des enfants. Les plus grandes plateformes comme Facebook, TikTok ou Youtube, au chiffre d'affaires de plus de 100 M\$, pourraient être poursuivies par les parents d'enfants addictifs c'est-à-dire souffrant de troubles physiques, psychiques ou émotionnels en raison d'une obsession pour leurs services. Elles pourraient être condamnées à des amendes de 25 000\$ par infraction. Les entreprises auraient jusqu'en avril 2023 pour modifier leurs algorithmes dangereux pour les enfants ou mener des audits réguliers à ce sujet pour pouvoir être déchargées de leur responsabilité. Plusieurs représentants de la tech, mais aussi des avocats, ont formulé des critiques à l'encontre de l'économie générale de la loi ainsi que de sa constitutionnalité au regard du 1^{er} amendement qui protégerait la liberté des éditeurs de contenus. Certains menacent même de purement et simplement supprimer l'accès à leur plateforme aux mineurs californiens. Ce projet de loi est à présent devant le Sénat, qui va mener des auditions dans les prochains jours avec la volonté de l'adopter avant la conclusion de la session parlementaire fin juin.

Brèves

- Le 26 mai, Broadcom, un leader technologique mondial qui conçoit, développe et fournit des solutions logicielles d'infrastructure et de semi-conducteurs, et VMware, un innovateur leader dans le domaine des logiciels d'entreprise et du cloud, ont [annoncé](#) un accord en vertu duquel Broadcom acquerra toutes les actions en circulation de VMware dans le cadre d'une transaction en espèces et en actions qui valorise VMware à environ 61 mds USD. Il s'agirait de l'une des plus importantes acquisitions technologiques jamais réalisées, derrière l'accord EMC de 67 mds USD de Dell en 2015, et l'acquisition en cours d'Activision Blizzard par Microsoft pour 68,7 mds USD.
- Le 26 mai, Meta, dans ses [commentaires publics](#) fournis dans le cadre de la consultation de la *National Telecommunications and Information Administration (NTIA)* sur son étude de la concurrence sur le marché des applications mobiles, a ciblé Apple, estimant que l'entreprise restreint les applications tierces de manière à réduire le choix des consommateurs et la concurrence.
- Le 25 mai, la Federal Trade Commission (FTC) et le Department of Justice (DoJ) ont, dans le cadre d'un accord à l'amiable avec Twitter, [ordonné](#) à l'entreprise de payer une amende de 150 millions de dollars pour avoir enfreint l'ordonnance de la FTC de 2011, et de cesser de profiter des données de sécurité des comptes collectées de manière trompeuse pour la publicité ciblée. Il était reproché à Twitter

- d'avoir demandé aux utilisateurs de donner leurs numéros de téléphone et adresses e-mail pour protéger leurs comptes, pour ensuite permettre aux annonceurs, sans le consentement des utilisateurs, d'utiliser ces données pour la publicité ciblée.
- Le 24 mai, un groupe d'une quarantaine de membres démocrates du Congrès a envoyé une [lettre](#) au PDG de Google, l'exhortant à cesser de collecter et de conserver les données de localisation des utilisateurs, afin d'empêcher que ces informations ne soient utilisées par les procureurs républicains pour identifier les personnes qui ont obtenu des avortements. Le 19 mai, un groupe de 16 sénateurs démocrates avait par ailleurs envoyé une [lettre](#) à la présidente de la FTC, Lina Khan, exprimant de sérieuses inquiétudes concernant des courtiers en données achetant et vendant des données de localisation qui incluent des données personnelles liées aux services de planification familiale et d'avortement.
 - Le 23 mai, un panel unanime de juges de la cour d'appel du onzième circuit a [confirmé](#) le jugement du tribunal de district de Floride prononcé en juin 2021 concernant la loi de Floride sur les réseaux sociaux qui visait à empêcher les plateformes d'exclure des politiciens ou de modérer leurs contenus, précisant que le premier amendement rend possible la modération du contenu par les plateformes et que la loi est anticonstitutionnelle.
 - Le 23 mai, Meta a [annoncé](#) que des informations détaillées sur le ciblage des annonces publicitaires sociales, électorales ou politiques seront mises à la disposition des chercheurs universitaires approuvés via le programme *Facebook Open Research and Transparency* (FORT). Ces données seront fournies pour chaque annonce publicitaire individuelle.
 - Le 20 mai, Match Group a [annoncé](#) que, dans le cadre de son action judiciaire contre Google, cette dernière a fait diverses concessions, en garantissant notamment que les applications Match Group seront autorisées à offrir aux utilisateurs le choix du système de paiement en attendant le procès, qui aura lieu à partir d'avril 2023.
 - Le 19 mai, dans une nouvelle [déclaration de politique](#), la FTC a indiqué qu'il est illégal pour les entreprises d'obliger les parents et les écoles à renoncer au droit à la vie privée de leurs enfants afin de faire leurs devoirs en ligne ou d'assister à des cours à distance. Elle a annoncé qu'elle réprimerait les entreprises de technologie éducative si elles surveillaient illégalement les enfants.
 - Le 19 mai, Twitter a présenté sa [politique](#) de lutte contre la désinformation en temps de crise, une politique mondiale visant à guider les efforts de l'entreprise pour élever des informations crédibles et faisant autorité, et aider à garantir que la désinformation virale n'est pas amplifiée ou recommandée pendant les crises.

Santé

12. Le Sénat présente un texte d'encadrement de l'activité des Pharmacy benefits managers

Les sénateurs Maria Cantwell (D-Wash) et Chuck Grassley (R-Iowa) ont introduit mardi 24 mai un [projet de loi](#), le *Pharmacy Benefit Manager Transparency Act* pour réguler l'activité des intermédiaires nommés *Pharmacy Benefits Managers* (PBM). Les PBM assurent un rôle particulier dans la chaîne de l'industrie pharmaceutique: ils négocient les prix des médicaments auprès des groupes pharmaceutiques pour le compte des assureurs, les programmes gouvernementaux et les employeurs qui ne passent pas par une assurance. Ils négocient également les médicaments remboursés et leur taux de remboursement auprès de Medicare, Medicaid et des assurances privées, et connaissent les données des différentes entreprises pharmaceutiques,

parfois concurrentes. Les PBM ont un pouvoir de marché fort accentué par le fait qu'ils soient trois leaders sur le marché, souvent associés à des assureurs (Caremark pour CVS Health, Express Script pour Cigna et OptumRx pour UnitedHealth). Leur activité est particulièrement scrutée depuis quelques mois car les marges opérées entre le prix qu'ils facturent aux plans d'assurance et aux patients et le prix qu'ils remboursent aux pharmacies seraient élevées.

Ce projet vise à rendre la fixation des prix des médicaments, notamment du côté des PBM, plus transparente et plus juste. Il prévoit que les PBM communiquent à la *Federal Trade Commission* (agence en charge des questions de concurrence et de protection des consommateurs) le montant de leurs revenus issus des frais qu'ils imposent aux pharmacies, plans d'assurances et agences fédérales, ainsi que les informations sur les prix, les montants de remboursements et les coûts des

médicaments qu'ils négocient auprès des plans d'assurance. La FTC et les procureurs généraux fédéraux pourront également pénaliser et initier les actions légales contre les PBM pour des pratiques commerciales injustes ou frauduleuses.

Le *National Community Pharmacists association* [soutient](#) cette proposition de loi.

Brèves

- Robert Califf, directeur de la Food and Drugs Administration (FDA), a été [auditionné](#) par les Sénateurs de la Commission de la santé, de l'éducation, du travail et des retraites le 26 mai 2022. Ceux-ci lui ont demandé d'[expliquer](#) la réponse tardive de la FDA aux contaminations de laits infantiles produits par l'usine Abbott, dans un contexte de pénurie de ces produits aux Etats-Unis. La maison blanche avait mis en place une task force pour importer des laits infantiles (*Operation Fly Formula*) et a annoncé l'approbation de la seconde mission le [22 mai](#) (après une première le [19 mai](#)). Robert Califf a déclaré que le problème de pénurie ne se résoudra que d'ici juillet.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDT, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.